

---

**hommes  
& migrations**

---

## **Hommes & migrations**

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

**1299 | 2012**

**Musulmanes et féministes en Grande-Bretagne**

---

## **Familles musulmanes**

L'engagement transnational des femmes pour l'égalité et la justice

**Cassandra Balchin**

Traducteur : Françoise Bouillot

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1410>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1410

ISSN : 2262-3353

### **Éditeur**

Musée national de l'histoire de l'immigration

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 76-84

ISSN : 1142-852X

### **Référence électronique**

Cassandra Balchin, « Familles musulmanes », *Hommes & migrations* [En ligne], 1299 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1410> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1410

---

Tous droits réservés

# **Familles musulmanes**

## **L'engagement transnational des femmes pour l'égalité et la justice**

Par Cassandra Balchin,  
chercheure, auteure et formatrice spécialisée dans le genre, le droit et la culture<sup>(1)</sup>



© Cassandra Balchin

**La famille peut constituer à la fois un repère et une entrave dans un parcours de vie. Les efforts des femmes musulmanes pour s'émanciper de la tutelle des fondamentalistes ont conduit à la création d'un mouvement mondial pour l'égalité et la justice dans les familles musulmanes. Né en 2009, Musawah regroupe les luttes et les revendications des féministes musulmanes sur de nombreux terrains. Iran, Algérie, Turquie, Maroc... dans tous ces pays, des femmes sont parvenues à réformer leur statut au sein de la société civile.**

Pour le féminisme, “la sororité est mondiale”, et le concept d’*ummah* (la nation, la communauté islamique) franchit également les frontières. Il n’est donc pas surprenant que les membres du Women in Muslim Contexts (WIMC) se soient engagés dans un militantisme féministe transnational depuis le début des années quatre-vingt, en se servant de cadres laïques, religieux et mixtes. Ce faisant, ces femmes ont mis à mal de nombreux stéréotypes sur l’environnement et l’engagement politique des femmes dans les communautés musulmanes. Cet article commente deux initiatives significatives qui regroupent des femmes issues de contextes musulmans dans l’action collective : la création de Musawah ([www.musawah.org](http://www.musawah.org)), un mouvement mondial pour l’égalité et la justice dans la famille musulmane, puis celle du réseau international de solidarité, Women Living Under Muslim Laws ([www.wluml.org](http://www.wluml.org)). Ces deux mouvements ont bénéficié de l’apport significatif de femmes de pays francophones et de femmes migrantes.

Nous évitons de parler des “femmes musulmanes”, parce que les femmes affectées par les lois discriminatoires sur la famille dans les sociétés musulmanes peuvent ne pas être musulmanes elles-mêmes ou ne pas s’identifier comme telles. Nous entendons en outre “la famille musulmane” comme un terme incluant des foyers gérés par des femmes, des familles monoparentales ou des familles étendues, des familles sans enfants ou encore des familles gérées par des enfants (par exemple, les orphelins du Sida). L’expression “famille musulmane” peut inclure des gens d’autres religions ou des athées, voire des familles désignées par l’État comme “musulmanes”, quelles que soient les croyances de leurs membres.

## **Musawah, un mouvement pour l’égalité au sein de la famille musulmane**

Musawah est un mouvement mondial pour l’égalité et la justice dans les familles musulmanes. Musawah affirme la nécessité de l’égalité au sein de la famille, de nombreux aspects de nos lois et des coutumes de la famille musulmane étant injustes et ne correspondant pas à la vie ni à l’expérience des familles et des individus musulmans. Musawah affirme que l’égalité dans la famille est possible si on adopte une approche qui tienne compte des enseignements islamiques, des principes universels des droits de l’homme, des droits fondamentaux et des garanties constitutionnelles, ainsi que des situations réelles que vivent les femmes et les hommes à l’heure actuelle<sup>(2)</sup>. Musawah a été lancé officiellement en 2009 à Kuala Lumpur, en Malaisie, avec plus de 270 participantes venues de 47 pays. Les militants de Musawah, venus de régions, de cultures et d’expériences différentes, ont déclaré : “*Nous utiliserons notre puissance*

*collective pour affronter les gouvernements, les autorités patriarcales et les acteurs idéologiques non étatiques qui tentent d'utiliser la religion et la parole de Dieu pour nous réduire au silence et étouffer notre revendication à l'égalité."*

## **Une stratégie pour éviter l'essentialisme et la dichotomisation**

Musawah conteste les interprétations des droits de l'homme qui réclament un "équilibre" entre les droits des femmes et le droit à la religion, ou entre les droits individuels et collectifs. Il affirme en revanche que les femmes peuvent à la fois "avoir leur culture" et leurs droits.

Musawah dénonce également le mythe selon lequel les femmes dans les sociétés musulmanes sont passives, tandis que les hommes sont fatalement des patriarques discriminatoires. Il donne une visibilité aux efforts actifs des femmes pour affirmer leurs droits. Bien qu'il soit dirigé par des femmes, Musawah inclut aussi des hommes, qu'il reconnaît comme des éléments potentiels de la solution. L'approche holistique de Musawah permet d'envisager une harmonie entre le cadre des droits de l'homme et les cadres religieux. Mais il serait vain de prétendre que c'est une voie aisée. Cela implique au contraire une lutte constante contre sa propre éducation sociale et politique, contre ses propres préjugés et contre les présuppositions des chercheurs, des politiciens et des activistes selon lesquelles ces deux cadres sont diamétralement opposés.

Musawah n'accepte pas les excuses culturelles relativistes sur l'égalité. Ses principes sont clairs : le premier est que l'égalité entre hommes et femmes exige l'égalité dans la famille, et le second que la citoyenneté égale et à part entière, permettant une complète participation à tous les aspects de la vie sociale, est un droit pour tout individu. Cet appel à la citoyenneté et à l'égalité a suscité l'inquiétude des activistes les plus conservateurs, qui craignaient de voir là un appel à la "similitude". Le document de 2011 de la direction stratégique de Musawah clarifie son engagement pour une égalité réelle : *"Lorsque nous parlons d'égalité, nous prenons en compte les conditions et les expériences différentes que connaissent les femmes et les hommes. Nous ne visons pas seulement la conformité et l'équité, mais nous voulons que le potentiel de chaque être humain puisse se développer pleinement<sup>(3)</sup>."* L'approche générale de Musawah défie l'absolutisme et l'intolérance des autorités religieuses et laïques. Elle reconnaît que les gens ont des vies complexes, dans lesquelles s'interpellent des identités multiples. Cela s'oppose aux approches des islamistes, des gouvernements (du Nord et du Sud) et des agences de développement internationales<sup>(4)</sup>.

## La possibilité d'être à la fois laïque et croyant

Musawah indique qu'il est possible d'être à la fois laïque et croyant. Sa direction stratégique affirme : *“Le travail de Musawah se fonde sur des assertions simples mais solides : en effet l'islam, comme toutes les religions, peut être une source d'autonomisation, et non une source d'oppression et de discrimination. Étant donné leur impact sur nos droits et sur notre réalité quotidienne, toutes les lois et politiques publiques, qu'elles soient fondées sur la religion, la tradition ou tout autre critère, doivent pouvoir être débattues publiquement et promouvoir l'égalité et la justice pour tous.”* Mais Musawah doit encore définir avec précision ce qu'est la “laïcité”, un terme qu'il évite tout autant que celui d’“intégrisme”.

Ni la laïcité de type indien ni celle de type français ne se sont révélées être des solutions parfaites. En outre, dans toutes les sociétés, la religion demeure ancrée dans l'espace public comme une toile de fond culturelle et éthique, que l'État soit en théorie laïque ou théocratique. Par ailleurs, la remise en question de la séparation entre le public et le privé par les féministes peut sembler contredire cette invitation à considérer la religion comme une affaire privée. Il doit exister une alternative aux modèles de laïcité en vigueur, et les militantes des droits issues de contextes musulmans sont des leaders dans cette recherche.

## Un réseau international de solidarité

Musawah s'appuie sur des décennies d'activisme féministe dans des contextes musulmans et autres. Cette histoire inclut le réseau international de solidarité Women Living Under Muslim Laws. WLUML, fondé au milieu des années quarante-vingt par des femmes militantes issues de contextes musulmans, met en contact des femmes de plus de 70 pays, de l'Afrique du Sud à l'Ouzbékistan, du Sénégal aux îles Fidji. Plusieurs membres de l'International Advisory Group, le Comité consultatif international, de Musawah collaborent depuis longtemps avec WLUML.

WLUML insiste sur la distinction entre loi et réalité. Il souligne aussi la diversité des communautés musulmanes, qui réduit à néant le mythe (entretenu par les islamistes et par les racistes) d'un “monde musulman” homogène et d'un mode unique d’“être musulman”. Ces approches se reflètent dans l'analyse que fait WLUML des lois de la famille. En 1992-2000, WLUML a dirigé le programme “Women and Law in the Muslim World”. Ce projet de recherche couvrait une trentaine de pays et impliquait des milliers d'activistes, de chercheuses et de juristes. Sa synthèse internationale<sup>(5)</sup> est à ce jour la seule recherche comparant les pratiques, les lois et l'application des lois dans les communautés musulmanes d'Asie, d'Afrique, d'Europe et du Moyen-Orient.

WLUMML a soutenu certaines des premières tentatives d'interprétation féministe du Coran lors de sa convention sur les interprétations coraniques de 1990. La publication de ces discussions n'a pas été facile. Les transcriptions n'indiquent pas le nom des chercheuses ou des participantes pour des raisons de sécurité<sup>(6)</sup>. Les chercheuses ont veillé, par ailleurs, à ne pas présenter leurs interprétations comme une autre Vérité absolue. WLUMML a également puisé dans l'histoire de l'islam des récits de femmes qui ont agi pour défendre leurs droits et faire avancer les droits collectifs et l'égalité des femmes<sup>(7)</sup>. Remontant aux premiers jours de l'islam, ce recueil inclut des exemples comme les *ribats* pour les femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au XI<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait de retraites pour les femmes, dirigées par des femmes et financées par de riches héritières. Elles sont l'équivalent de nos refuges actuels.

## Conjuguer les stratégies laïques et religieuses

La campagne Stop Stoning Forever en Iran illustre certaines subtilités du militantisme pour le droit des femmes dans des contextes musulmans. Elle conteste notamment deux présupposés contradictoires qui ont le vent en poupe : 1) il est possible de résister efficacement aux violations des droits justifiées par la religion uniquement par des stratégies appuyées sur la religion ; et 2) les approches laïques suffisent pour gérer les violations des droits au nom de la religion.

Les militantes ont adopté des approches laïques pour éveiller la conscience publique sur les aspects discriminatoires de la législation. Elles ont documenté la vie de femmes accusées de *zina*, ou rapports sexuels illicites, en Iran. Dans la plupart des cas, ces femmes avaient été victimes de maris abusifs, mais n'avaient pu obtenir le divorce du fait des lois discriminatoires sur la famille. Certaines avaient été contraintes par leur mari à se prostituer. D'autres encore venaient de minorités ne parlant pas le farsi et s'étaient vu refuser un soutien juridique approprié au cours de leur procès. Ce travail a recentré le débat national sur les injustices fondamentales que subissent les femmes, mettant de côté la question du soutien de l'islam à telle ou telle loi. Il ne s'agissait plus dès lors de moralité religieuse et de conduite sexuelle, mais de la nature de la société et des problèmes de comportement humain. Les activistes se sont concentrées sur ce qu'elles connaissent mieux que les autres : les réalités de la vie quotidienne des femmes. Cette stratégie leur a permis de trouver des appuis même auprès des secteurs conservateurs de la société. En d'autres termes, même dans un État théocratique comme l'Iran, une stratégie laïque est envisageable et peut être efficace.

En même temps, ces militantes ont reconnu que la religion était un facteur incontournable dans les politiques publiques. Mais comment aborder la religion, qui n'est

pas le point fort des activistes ? La solution, selon Sadr, est la suivante : *“La stratégie consistait à rester laïque tout en trouvant des alliés parmi les élites religieuses et les pragmatistes du gouvernement pour proposer de nouveaux éclairages religieux sur la question. Sans les féministes laïques, les réformistes n’auraient pas eu le soutien public nécessaire pour modifier la loi, et sans la coopération des réformistes, la campagne Stop Stoning Forever n’aurait jamais pu intervenir auprès du gouvernement”*<sup>(8)</sup>

## **Une longue histoire de stratégie et de mobilisation pour l’égalité**

Voici quelques exemples d’activisme national dans le domaine des lois sur la famille qui ont inspiré les femmes activistes dans des contextes musulmans. Ces exemples ont été diffusés largement par le biais de l’activisme transnational des femmes.

Les exigences d’égalité et de justice vont de pair avec la conviction des femmes que les systèmes judiciaires ne peuvent répondre à leurs besoins. Ces revendications ne sont pas nouvelles. Lorsque le Premier ministre du Pakistan a décidé, au début des années cinquante, de prendre une seconde épouse, sa première femme a mobilisé les principales organisations de femmes pour exiger la codification du droit musulman de la famille, et limiter ainsi l’exploitation des femmes par les hommes au sein de la famille. La commission Rashid de 1955 a abouti à l’adoption en 1961 de l’ordonnance sur le droit musulman de la famille, assurant dès lors l’enregistrement du mariage et du divorce, ainsi que la régulation de la polygamie.

## **Mobilisation de masse et importance des communications**

Les femmes ont commencé à maîtriser le concept de citoyenneté et à utiliser leur pouvoir d’électrices pour faire monter les enchères politiques, faisant en sorte que les législateurs, les gouvernements et les pouvoirs publics en général ne puissent plus prendre le risque d’ignorer les revendications des femmes.

Le recours à l’élaboration de consensus et de larges plates-formes pour consolider les capacités de plaider des femmes et pour mobiliser l’opinion publique en faveur d’une revendication spécifique a connu un succès considérable. Par exemple, en 2001, le Parlement turc a fini par valider 1 030 amendements au Code civil turc, consacrant ainsi la victoire d’une campagne de longue haleine menée par le mouvement des femmes du pays. Le Code civil amendé établit l’égalité entre les hommes et les femmes

au sein de la famille. Cette réforme mobilisait des groupes de femmes de toutes les régions du pays, dépassant les divisions traditionnelles au sein du mouvement turc des femmes, ainsi que les fortes résistances manifestées par les nationalistes et les conservateurs religieux. De même, au Maroc, une vaste coalition de groupes de femmes bénéficiant de larges soutiens dans plusieurs milieux sociaux et politiques est parvenue à surmonter l'opposition de la droite religieuse et à obtenir en 2004 la réforme de la Moudawana (Code du statut personnel).

La plupart des campagnes qui ont réussi à provoquer le changement comportaient un volet relatif à la communication et au plaidoyer. En Algérie, la campagne "20 ans *barakat* !" (20 ans, ça suffit !) s'est appuyée sur un court DVD très réussi et sur un hymne de campagne qui sont parvenus à soulever la question du droit de la famille et à gagner le soutien de femmes issues de l'ensemble des classes sociales. En Malaisie, l'organisation Sisters in Islam n'a cessé de développer et de mettre en œuvre des alliances avec les médias pour accroître stratégiquement la pression sur les législateurs en faveur de changements positifs dans le droit de la famille.

## Recherche et lobbying

Le plaidoyer direct en faveur de la réforme du droit de la famille a aussi connu des succès manifestes. L'élargissement en 2000 des options de divorce des femmes égyptiennes en est un exemple récent, avec la reconnaissance du concept de *khul* (une forme de dissolution du mariage musulman à l'initiative de la femme). Les groupes de femmes ont déployé un effort réfléchi et conscient pour construire un mouvement unitaire sur la question et obtenir le soutien des hommes au sein du Parlement. Elles ont également exercé une pression constante sur le ministre de la Justice et ont identifié les parlementaires susceptibles de convaincre les autres et de créer ainsi un effet boule de neige.

Mais la démarche d'une campagne ciblant un groupe spécifique de parlementaires comporte certains dangers. À Fidji, une musulmane juriste et militante, d'origine indienne, a pendant de nombreuses années fait campagne en vue d'une réforme complète du droit de la famille pour voir finalement le Parlement démis de ses fonctions dans une période d'instabilité politique. Dès le retour de la stabilité, elle a dû recommencer son travail à partir de zéro, avec une équipe totalement renouvelée de politiciens et de parlementaires. Elle a néanmoins au final réussi et Fidji détient désormais le droit de la famille sans doute le plus avant-gardiste du monde. La stratégie consistant à pointer du doigt les carences des systèmes juridiques actuels à travers une recherche minutieuse sur les expériences vécues par les femmes s'est révélée



déterminante. En Iran, par exemple, la guerre Iran-Irak s'est soldée par des millions de veuves. Pourtant, les lois régissant le droit de garde avaient souvent pour conséquence la perte par les veuves du droit de garde de leurs enfants au profit de la famille de leur époux défunt. Les militantes iraniennes ont réussi par leurs actions à réformer ces dispositions injustes en rendant publics des exemples concrets de la détresse émotionnelle extrême causée par ces dispositions et en dénonçant leur incompatibilité avec le slogan de la révolution de 1979 – islam et justice sociale – ainsi qu'avec la glorification par les autorités du sacrifice de la vie des hommes pendant la guerre<sup>(9)</sup>.

## L'expérience migrante

À l'exception de quelques groupes en France, au Canada et en Australie qui ont une histoire plus ancienne, le militantisme féministe dans les communautés musulmanes s'est développé assez tard en Europe et en Amérique du Nord. L'expérience migrante, associée au racisme et à la pauvreté pour la plupart des immigrés, n'était pas favorable au féminisme des minorités. En outre, si les migrants venus d'Iran et du Maghreb arrivaient dans leurs nouveaux foyers en apportant avec eux l'expérience du militantisme, la plupart des immigrés faisaient partie des communautés les moins politisées dans le pays d'origine. Mais il y a aujourd'hui une proportion importante de femmes dans les communautés musulmanes des pays du Nord qui sont des migrantes de deuxième ou même de troisième génération, ainsi qu'un nombre croissant de converties à l'islam. Elles sont en train de forger de nouveaux modes de vie fondés sur l'égalité et d'affirmer leurs identités multiples<sup>(10)</sup>. Beaucoup d'entre elles ont désormais accès aux réseaux féministes transnationaux, tout en développant leurs propres réseaux.

## Conclusion

Le recours à des interprétations régressives de la religion en vue d'un contrôle social et politique se retrouve dans toutes les régions et dans toutes les religions du monde<sup>(11)</sup>. Les fondamentalismes, qui posent une menace significative contre les droits des femmes dans les contextes musulmans, ne sont pas un "problème strictement musulman". La reconnaissance de ce fait a poussé les militantes pour les droits des femmes dans les contextes musulmans à s'engager dans des mouvements transnationaux de défense des droits des femmes. Ces militantes visent à rejeter la ghettoïsation dans laquelle voudraient les enfermer les islamistes, les politiciens racistes et les relativistes culturels.

Elles reconnaissent aussi que la religion n'est pas le seul facteur modelant la vie des femmes, y compris des femmes croyantes. Les politiques économiques néo-libérales, les conflits et la violence, la pauvreté, la xénophobie, le racisme et le tribalisme sont aussi de puissants facteurs affectant nos vies interconnectées et complexes.

Alors que les femmes dans les contextes musulmans émettent sans doute des revendications depuis des siècles, ces dernières n'ont été que très récemment mises en avant par un mouvement collectif, conscient et militant, en faveur des droits des femmes. Tout aussi récente est la réceptivité de la société dans son ensemble à la reconnaissance de ces droits. Aujourd'hui, même les partis politiques de droite qui se fondent sur une identité religieuse doivent au minimum proclamer leur soutien aux droits des femmes.

Cela suscite de nouveaux défis. Les militantes pour les droits des femmes dans les sociétés musulmanes doivent établir la distinction entre ceux qui, d'un côté, récupèrent le langage des droits de l'homme afin de pouvoir se réclamer du label de "musulmans modérés", et ceux qui, de l'autre, cherchent une égalité substantielle et des changements structurels profonds affectant non pas seulement les femmes dans les contextes musulmans, mais les peuples du monde entier. ■

**Traduit de l'anglais par Françoise Bouillot**

### Notes

1. Cassandra Balchin est décédée le 12 juillet 2012 pendant la préparation de ce numéro. Sa mémoire perdurera par ses écrits qui témoignent de son engagement déterminé et passionné pour les droits des femmes.
2. Voir la plate-forme d'action de Musawah (2009). [www.musawah.org/docs/framework/Musawah-Framework-FR.pdf](http://www.musawah.org/docs/framework/Musawah-Framework-FR.pdf)
3. Musawah Strategic Direction document 2011. Versions anglaise, française et arabe consultables sur le site de Musawah. [www.musawah.org/resources/publications](http://www.musawah.org/resources/publications)
4. Cassandra Balchin, "'Muslim Women' and 'Moderate Muslims': British Policy and the Strengthening of Religious Absolutist Control over Gender Development", in Rosalind Eyben et Joy Moncrieffe (dir), *The Power of Labelling: How and Why People's Categories Matter*, Oxford, Earthscan, 2007.
5. Women Living Under Muslim Laws, *Knowing Our Rights: Women, Family, Laws and Customs in the Muslim World*, London, WLUML, 2006.
6. Women Living Under Muslim Laws, *For Ourselves: Women Reading the Qur'an*, Grabels, WLUML, 1998.
7. Women Living Under Muslim Laws, *Great Ancestors: Women Asserting Rights in Muslim Contexts*, London WLUML, 2005.
8. Shadi Sadr, *Stones Aimed at Us: An Overview of the Discourse and Strategies of the Stop Stoning Forever Campaign*, Toronto, AWID, 2010.
9. Kar Mehranguiz et Homa Hoodfar, "Personal Status Law as Defined by the Islamic Republic of Iran", in Homa Hoodfar (dir), *Shifting Boundaries in Marriage and Divorce in Muslim Communities, Special Dossier*, Grabels, WLUML, 1996. Disponible en français sur le site <http://www.wluml.org/fr/node/384>.
10. Cassandra Balchin, "Emergence of a Transnational Muslim Feminist Consciousness Among Women in the WENAAZ (Western Europe, North America, Australia & New Zealand) context", in Haideh Moghissi et Halleh Ghorashi (dir), *Diasporas in the West*, Londres, Ashgate publishing, 2010.
11. AWID, *La Montée des fondamentalismes religieux : un appel à l'action*, Toronto, Awid, 2008.